

Les porte-parole du Parti réformiste ont parlé récemment d'un impôt uniforme, ce qui est complètement absurde. Il est évident que le Parti réformiste cherche à tout simplifier et que sa proposition ne résiste pas à l'analyse. Avec un impôt uniforme—ce à quoi se résume cette proposition—les plus gros contribuables seraient les pauvres et les personnes à faible revenu. C'est donc tout le contraire d'un impôt équitable et approprié.

Le gouvernement prétend qu'une hausse des impôts va faire fuir les gens aux États-Unis. C'est peut-être vrai pour le petit nombre de gens qui croient que le Canada est le pays par excellence où l'on peut faire de l'argent. Mais pour l'ensemble des Canadiens, professionnels ou pas, le Canada demeurera le pays de prédilection, surtout si, grâce à leurs impôts, on bâtit une société qui profite à tous et pas uniquement à quelques-uns.

Telles sont les solutions possibles. Il nous faut introduire un impôt vert. Comme partout ailleurs dans le monde, nous sommes placés dans une situation désespérée. C'est pourquoi il importe, selon moi, d'adopter cette position si nous tenons à ce que le pays progresse et se développe.

À mon avis, la position des néo-démocrates à l'égard des impôts est sensée et logique et elle profitera assurément à tous.

Je veux ajouter un mot sur l'impôt régional. Dans le domaine de la fiscalité, on observe un manque d'intérêt ou une absence d'orientation en ce qui concerne les régions. Si nous tenons au développement régional, nous devons adopter une nouvelle stratégie face aux impôts.

Le meilleur exemple que je puisse donner, c'est la région de l'Atlantique où l'on a enfoui des milliards et des milliards de dollars. Or, les habitants de ces provinces sont-ils un tant soit peu moins dépendants? Non, absolument pas, bien au contraire. Il y a une cinquantaine d'années, d'après une haute personnalité qui était très déçue des politiques adoptées par Ottawa, un sous-ministre qui était responsable de l'Entente spéciale sur l'aménagement rural, lui aurait dit qu'on pourrait tout aussi bien aménager les provinces maritimes en un immense parc que tout le monde pourrait visiter une fois l'an. Cette solution vaut peut-être pour celui qui n'habite pas la région.

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît. Je rappelle au député que le débat porte sur le projet de loi S-2. Je serais reconnaissant au député de s'en tenir au sujet à l'étude.

M. Laporte: Merci, monsieur le Président. Je conclus simplement en disant que je suis heureux d'avoir pu exprimer mes vues sur ces questions que je trouve pri-

mordiales pour tous les Canadiens. À mon avis, il faudrait en discuter plus régulièrement.

Initiatives ministérielles

M. Sid Parker (Kootenay-Est): Monsieur le Président, je vais essayer de m'en tenir au contenu du projet de loi. Nous aimerions évidemment que les accords conclus prévoient des versements d'impôt équitables pour les Canadiens. Ce projet de loi porte notamment sur la Finlande et le Mexique. Mon problème, et surtout celui du porte-parole de mon parti pour les questions commerciales, c'est que l'Accord de libre-échange et les négociations actuelles avec le Mexique n'ont même pas encore été présentés à la Chambre. Cela n'empêche que nous sommes saisis d'un projet de loi portant sur une entente en matière d'imposition avec le Mexique. Or, ce projet de loi pourrait influencer considérablement nos négociations commerciales actuelles avec le Mexique.

Je tiens à dire que cela me dérange beaucoup. Notre collègue de Juan de Fuca a exhorté à de nombreuses reprises le gouvernement à présenter les propositions dont on discute avec le Mexique et voici que nous sommes maintenant saisis d'un projet de loi tendant à parvenir à une entente fiscale avec ce pays. N'est-il pas équitable que nous connaissions la nature des discussions qui ont lieu avec le Mexique au sujet d'un accord de libre-échange? Ne devrions-nous pas savoir de quel type de pourparlers il s'agit si nous devons décider si oui ou non ce projet de loi convient dans le cas présent? Je pense que oui. Je crois que les libéraux seraient d'accord avec nous là-dessus.

Nous avons invité le gouvernement à présenter les propositions et les arguments pertinents. Le gouvernement mexicain a manifestement eu le privilège de pouvoir discuter de l'Accord de libre-échange. Les Américains ont tenu un débat ouvert à ce sujet, alors qu'au Canada, le gouvernement n'a même pas eu la courtoisie de nous le présenter, à la Chambre. Par la suite, nos vis-à-vis ont le culot de présenter un projet de loi au sujet de mesures fiscales touchant le Mexique et la Finlande.

Je n'en suis pas certain, mais il se peut que nous nous entendions sur l'utilité de ce projet de loi. Mais ne serait-il pas normal que nous connaissions les règles du jeu? Ne devrions-nous pas être au courant des discussions qui ont lieu entre le gouvernement, qui nous représente, et celui du Mexique? Je pense que c'est là notre droit. Si le gouvernement jouait franc-jeu, nos députés seraient au courant des discussions et ils pourraient examiner les propositions que le gouvernement présente aux Mexicains relativement à un accord de libre-échange avec le Mexique, et nous serions alors bien mieux placés pour comprendre les raisons du projet de loi dont nous sommes maintenant saisis.